



Assemblée générale

Distr. générale
13 décembre 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-deuxième session

27 février-31 mars 2023

Point 2 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Conclusions et recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport un tableau d'ensemble des rapports présentés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales en 2022. On y trouvera également la liste des titulaires de mandat ayant fait rapport à chacune des trois sessions annuelles du Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, ainsi que le nombre de rapports sur les visites de pays et celui des autres rapports soumis par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Y figurent aussi des renseignements sur les principaux thèmes examinés par les titulaires de mandat dans leurs rapports thématiques et dans les rapports relatifs aux visites de pays, l'accent étant mis sur les questions transversales comme la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les changements climatiques, les migrations, les droits des femmes et les questions de genre, les nouvelles technologies, la prévention des violations des droits de l'homme, la sécurité, les situations de conflit et la consolidation de la paix, et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Le rapport traite également du lien entre les travaux menés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » et son appel à l'action en faveur des droits humains.



I. Introduction

1. Dans sa décision 2/102, le Conseil des droits de l'homme a prié le Secrétaire général et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de poursuivre leurs activités, conformément à toutes les décisions précédemment adoptées par la Commission des droits de l'homme, et de mettre à jour les études et rapports pertinents.
2. Dans sa résolution 2004/76, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de publier chaque année les conclusions et recommandations formulées par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, de sorte que leur mise en œuvre puisse être examinée plus avant. Elle a également prié le Haut-Commissaire de continuer à établir une compilation électronique complète et régulièrement mise à jour des recommandations faites par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, par pays, dans la mesure où il n'en existait pas encore. Au paragraphe 29 de l'annexe à sa résolution 65/281, l'Assemblée générale a prévu que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) continuerait de tenir à jour des informations complètes et facilement accessibles sur les procédures spéciales.
3. Le Secrétaire général appelle l'attention du Conseil des droits de l'homme sur les conclusions et recommandations figurant dans les rapports annuels et les additifs s'y rapportant que les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont soumis au Conseil à ses quarante-neuvième, cinquantième et cinquante et unième sessions, en 2022, ainsi qu'à l'Assemblée générale, à sa soixante-dix-septième session¹.

II. Conclusions et recommandations

4. En 2022, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont présenté 89 rapports au Conseil des droits de l'homme et 46 rapports à l'Assemblée générale. Les recommandations qu'ils ont formulées à l'issue des visites de pays peuvent être consultées dans l'Index universel des droits de l'homme², dans lequel il est possible de faire une recherche par pays, par thème et par objectif de développement durable.

A. Rapports thématiques

5. Comme en témoignent les thèmes traités par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales dans leurs rapports de 2022 (voir annexe), un large éventail de questions ont été examinées, et des conseils ont été adressés aux États et aux autres parties prenantes en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international. Les titulaires de mandat ont formulé des recommandations précises à l'intention non seulement des États et d'autres acteurs, mais aussi de l'Organisation des Nations Unies.
6. Ainsi qu'il ressort du document « Notre Programme commun », l'ONU devrait s'appuyer davantage sur les travaux des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales pour répondre aux enjeux sociaux, économiques et politiques pressants. Il faudrait aussi s'efforcer de mieux relier ces travaux à ceux d'autres mécanismes de l'ONU afin d'optimiser leurs effets et d'aider les États parties à se conformer aux prescriptions³. Les présentes conclusions et recommandations contribuent aux efforts visant à ce que les droits de l'homme soient porteurs de transformations et de solutions et font partie intégrante de ces efforts, comme le souligne également le Secrétaire général dans l'appel à l'action qu'il a lancé en faveur des droits humains et qui vise à rendre le système des droits de l'homme plus réactif

¹ À consulter à l'adresse www.ohchr.org.

² <https://uhri.ohchr.org>.

³ A/75/982, par. 129.

et plus innovant face aux défis en la matière, et à renforcer les synergies entre les droits de l'homme et les autres domaines de compétence de l'ONU⁴.

7. En 2022, sept grands thèmes, décrits plus en détail ci-après, sont revenus dans les rapports présentés. En outre, des titulaires de mandat ont profité de l'occasion offerte par une date anniversaire, ou la fin ou le début de leur mandat, pour faire un bilan de leurs travaux ou exposer la conception qu'ils se faisaient de leur mandat et les priorités qui en découlaient.

1. Objectifs de développement durable

8. La réalisation des objectifs de développement durable a été examinée sous l'angle des droits culturels, du droit au développement, du droit à un environnement propre, sain et durable, de l'indépendance du pouvoir judiciaire, du racisme, de l'exploitation sexuelle des enfants, de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et de la justice transitionnelle.

9. La Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels s'est penchée sur le rôle de la culture dans le développement durable, notamment les cultures du développement, afin d'évaluer de quelle manière la diversité culturelle et les droits culturels avaient été intégrés jusqu'ici dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de mettre en évidence les domaines dans lesquels une meilleure prise en compte de la culture pourrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable au cours de la deuxième moitié du calendrier de mise en œuvre du Programme 2030⁵.

10. Le Rapporteur spécial sur le droit au développement s'est appuyé sur le Programme 2030 pour examiner, sous l'angle du droit au développement aux niveaux national et international, les mesures visant à faire face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à s'en relever⁶.

11. Le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable a présenté le droit humain de bénéficier d'un environnement propre, sain et durable comme étant à même de catalyser l'intensification des mesures visant à atteindre les objectifs de développement durable⁷.

12. Le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats s'est intéressé à l'indépendance de la magistrature, sous l'angle des défis et perspectives qui y sont associés à la lumière du Programme 2030 et de sa concrétisation dans le cadre de l'objectif de développement durable n° 16 « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives »⁸.

13. La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a reproché au Programme 2030 de ne pas tenir suffisamment compte du racisme et de la xénophobie systémiques, qui continuaient de faire obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable⁹.

14. La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant a examiné la prise en compte de la vulnérabilité des enfants à la vente et à l'exploitation sexuelle dans le cadre des objectifs de développement durable¹⁰.

15. L'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre a analysé sous l'angle de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre les engagements en matière de santé énoncés

⁴ Secrétaire général, « La plus haute aspiration : Un appel à l'action en faveur des droits humains » (2020).

⁵ [A/77/290](#).

⁶ [A/HRC/51/30](#) et [A/77/174](#), voir également par. 50 ci-dessous.

⁷ [A/77/284](#).

⁸ [A/77/160](#).

⁹ [A/HRC/50/60](#).

¹⁰ [A/77/140](#).

dans les objectifs de développement durable, notamment dans l'objectif 3, et recensé les obstacles rencontrés, les difficultés d'application et les bonnes pratiques¹¹.

16. Le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition a proposé d'établir des liens entre la justice transitionnelle et les objectifs de développement durable grâce à une approche axée sur l'être humain et les victimes¹².

2. Droits des femmes et questions de genre

17. La Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible s'est penchée sur le cas des personnes considérées comme victimes de violence, en s'intéressant particulièrement aux violences subies par les femmes, les enfants et les personnes non binaires ainsi qu'à la violence sexuelle liée aux conflits et à la violence structurelle¹³.

18. Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones s'est intéressé au rôle des femmes autochtones en tant que gardiennes des savoirs scientifiques et techniques dans le contexte du droit international des droits de l'homme et a recensé les menaces et les problèmes transversaux auxquels ces femmes faisaient face en raison de leur sexe et de leur qualité d'autochtone¹⁴.

19. La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, a analysé la manière dont le genre façonnait l'expérience des catastrophes climatiques et des déplacements et des migrations liés au climat¹⁵.

20. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences s'est penchée sur la question de la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones¹⁶. Elle a également évalué les vulnérabilités croisées des groupes de femmes qui étaient les plus exposés aux effets néfastes des changements climatiques¹⁷.

21. Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles a souligné l'importante contribution apportée à la promotion de l'égalité des sexes et des droits de l'homme par des filles et des jeunes femmes de différentes régions et de différents milieux, ainsi que les effets profondément transformateurs que pouvait avoir l'action militante de ces dernières¹⁸.

22. L'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre a examiné la discrimination et, souvent, la violence qui empêchaient les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles, les personnes transgenres et autres personnes de genre variant, et les personnes intersexes d'exercer pleinement et sur un pied d'égalité leur droit au meilleur état de santé physique et mentale possible¹⁹. Il a également mis en lumière les dynamiques liées au genre, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre qui se manifestent dans le contexte des conflits armés ainsi que de la consolidation et du maintien de la paix, conformément aux demandes formulées en ce sens²⁰.

3. Prévention des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, sécurité, situations de conflit et consolidation de la paix

23. Les titulaires de mandat ont continué de s'intéresser de près à la prévention des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits et ont en outre consacré plusieurs

¹¹ [A/HRC/50/27](#), voir par. 22 ci-dessous.

¹² [A/77/162](#).

¹³ [A/HRC/50/28](#).

¹⁴ [A/HRC/51/28](#).

¹⁵ [A/77/170](#), voir également par. 41 ci-dessous.

¹⁶ [A/HRC/50/26](#).

¹⁷ [A/77/136](#), voir également par. 42 ci-dessous.

¹⁸ [A/HRC/50/25](#), voir par. 48 ci-dessous.

¹⁹ [A/HRC/50/27](#), voir également par. 15 ci-dessus.

²⁰ [A/77/235](#), voir également par. 33 ci-dessous.

rapports à la question du respect des droits de l'homme dans les situations de conflit ou d'après-conflit.

24. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, s'est intéressé aux formes contemporaines d'esclavage touchant les personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses et linguistiques, a mis en avant certains faits nouveaux positifs et formulé des recommandations en vue de donner des conseils constructifs sur les moyens de prévenir et de combattre les formes contemporaines d'esclavage qui touchent les minorités²¹.

25. Le Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées s'est penché sur la question de la protection des droits des personnes handicapées dans le contexte des opérations militaires, se concentrant sur le respect des obligations découlant du droit international humanitaire à l'égard des personnes handicapées pendant la conduite des hostilités²².

26. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a examiné les problèmes que la manipulation de l'information posait en matière de liberté d'opinion et d'expression pendant les conflits armés²³.

27. Le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard a analysé les obstacles juridiques, politiques et pratiques qui empêchaient de prévenir la destruction massive, systématique et intentionnelle de logements pendant un conflit violent, d'y mettre fin et d'y répondre²⁴.

28. L'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable a mis l'accent sur les défis et les problèmes liés au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales qu'il avait observés au niveau mondial et sur les moyens envisagés pour les surmonter²⁵.

29. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a analysé les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commises par les entreprises de services de sécurité et de défense, les mercenaires et les acteurs apparentés dans le contexte maritime²⁶.

30. Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a examiné la question de la prévention des conflits sous l'angle de la protection des droits humains des minorités²⁷.

31. Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction s'est penché sur les besoins et les vulnérabilités propres aux minorités dans les situations de conflit et a examiné pourquoi et comment ces vulnérabilités se manifestaient en pareilles situations²⁸.

32. Dans son rapport sur l'impact de la lutte antiterroriste sur le rétablissement, la consolidation et la pérennisation de la paix ainsi que sur la prévention et le règlement des conflits, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a traité du lien inextricable qui existait entre les principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies, à savoir le maintien, la consolidation et la préservation de la paix, d'une part, et la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, d'autre part, en retraçant l'évolution de ces objectifs au sein de l'architecture de l'Organisation²⁹. Elle s'est également penchée sur l'absence de suites données aux recommandations formulées dans l'étude conjointe de 2010 sur les pratiques mondiales concernant le recours à la détention secrète dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, qui avait eu des conséquences lourdes et dramatiques pour les

²¹ [A/HRC/51/26](#).

²² [A/77/203](#).

²³ [A/77/288](#).

²⁴ [A/77/190](#).

²⁵ [A/HRC/51/32](#).

²⁶ [A/77/268](#).

²⁷ [A/HRC/49/46](#).

²⁸ [A/HRC/49/44](#).

²⁹ [A/77/345](#).

personnes qui avaient été systématiquement torturées, livrées à un État par un autre État, arbitrairement détenues et privées de leurs droits les plus fondamentaux³⁰.

33. L'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre a examiné de quelle façon les dynamiques liées au genre, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre se manifestaient dans le contexte des conflits armés ainsi que de la consolidation et du maintien de la paix³¹.

34. Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a présenté les recommandations issues des débats et des contributions des participants à la quatorzième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, qui s'est tenue les 2 et 3 décembre 2021, ainsi que des contributions des participants aux quatre forums régionaux relatifs à la prévention des conflits et à la protection des droits humains des minorités³².

4. Migrations

35. La Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains a analysé la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains travaillant sur les droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés³³.

36. Le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants a examiné les faits nouveaux qui avaient été observés dans le domaine de la gestion des migrations et des frontières et avaient des incidences sur les droits humains des migrants³⁴. Il s'est penché, en outre, sur la relation complexe entre changements climatiques, droits de l'homme et migrations, ainsi que sur le caractère multidimensionnel des migrations internationales dans le contexte des changements climatiques³⁵.

37. La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, s'est intéressée à la traite des personnes dans le secteur agricole et aux droits des travailleurs agricoles dans le cadre de la migration saisonnière, temporaire ou circulaire³⁶.

5. Changements climatiques

38. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques a défini six priorités thématiques sur lesquelles il se concentrerait au cours de son mandat³⁷ et examiné les dispositions fonctionnelles de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris, mettant l'accent sur l'atténuation, les pertes et préjudices et la participation aux processus décisionnels dans le cadre du régime relatif aux changements climatiques³⁸.

39. Le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants a examiné la situation relative aux droits humains des migrants touchés par les effets néfastes des changements climatiques, en particulier celle des femmes, des enfants, des peuples autochtones, des minorités et d'autres groupes en situation de vulnérabilité particulière³⁹.

40. La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a appelé l'attention sur le fait que les causes et les conséquences de la dégradation environnementale, y compris les changements climatiques, étaient marquées du sceau de la discrimination et de l'injustice fondées sur des considérations raciales⁴⁰.

³⁰ [A/HRC/49/45](#).

³¹ [A/77/235](#), voir également par. 22 ci-dessus.

³² [A/HRC/49/81](#), voir également par. 76 ci-dessous.

³³ [A/77/178](#).

³⁴ [A/HRC/50/31](#).

³⁵ [A/77/189](#), voir également par. 39 ci-dessous.

³⁶ [A/HRC/50/33](#).

³⁷ [A/HRC/50/39](#).

³⁸ [A/77/226](#).

³⁹ [A/77/189](#), voir également par. 36 ci-dessus.

⁴⁰ [A/77/549](#).

41. La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, a souligné de quelle manière les effets négatifs des changements climatiques, et des catastrophes soudaines ou à évolution lente, étaient déterminés par les inégalités entre femmes et hommes et la discrimination systémique⁴¹.

42. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences, a exploré le lien entre la crise climatique, la dégradation de l'environnement et les déplacements de population qui en découlaient, et la violence à l'égard des femmes et des filles⁴².

6. Nouvelles technologies

43. Le Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées s'est intéressé à l'intelligence artificielle et aux droits des personnes handicapées⁴³.

44. La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation a examiné l'incidence de l'introduction du numérique dans l'enseignement sur le droit à l'éducation⁴⁴.

45. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression s'est intéressée à la manière de renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique⁴⁵.

46. La Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme a proposé une vue d'ensemble et une évaluation du développement des cybertechnologies et de leur incidence sur le recours aux sanctions unilatérales⁴⁶.

47. La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants s'est penchée sur la question de l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne, en proposant une approche pratique pour lutter contre la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants⁴⁷.

48. Dans son rapport sur le militantisme des filles et des jeunes femmes, le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles a traité la question du harcèlement et de la violence en ligne et hors ligne⁴⁸.

7. Pandémie de COVID-19

49. Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises a exposé la manière dont divers acteurs avaient réagi à la pandémie de coronavirus, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme liées aux activités des entreprises qui en avaient résulté⁴⁹.

50. Le Rapporteur spécial sur le droit au développement a examiné les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 et les mesures de relance sous l'angle du droit au développement aux niveaux national et mondial⁵⁰.

51. Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a examiné les questions émergentes liées à la réalisation du droit à l'alimentation, en particulier dans le contexte de la pandémie actuelle de COVID-19 et de ses répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition⁵¹.

52. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a souligné le rôle important que jouaient les mouvements sociaux pour ce qui

⁴¹ [A/77/170](#), voir également par. 19 ci-dessus.

⁴² [A/77/136](#), voir également par. 20 ci-dessus.

⁴³ [A/HRC/49/52](#).

⁴⁴ [A/77/324](#).

⁴⁵ [A/HRC/50/29](#).

⁴⁶ [A/77/296](#).

⁴⁷ [A/HRC/49/51](#).

⁴⁸ [A/HRC/50/25](#), voir par. 21 ci-dessus.

⁴⁹ [A/HRC/50/40](#).

⁵⁰ [A/HRC/51/30](#) et [A/77/174](#), voir également par. 10 ci-dessus.

⁵¹ [A/77/177](#).

était d'assurer une reprise durable et résiliente et de reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19⁵².

53. L'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale a examiné dans quelle mesure les acteurs étatiques avaient fait preuve de solidarité vaccinale durant la pandémie de COVID-19, comme l'exigeait la solidarité internationale en faveur des droits de l'homme⁵³.

8. Rapports : regard rétrospectif et perspectives d'avenir

54. Le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a proposé une réflexion sur la création du mandat et l'évolution ultérieure de ses méthodes de travail dans une perspective historique, afin de marquer le quarantième anniversaire de la création du mandat⁵⁴.

55. La Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays a présenté son dernier rapport, dans lequel elle a livré des réflexions pour faire le bilan de ses six années de mandat⁵⁵.

56. Dans le dernier rapport de son mandat, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a analysé de quelle manière les États tenaient compte de ses rapports thématiques et s'en inspiraient pour faire évoluer leur législation, leurs politiques et leurs pratiques en vue d'éliminer la torture et les mauvais traitements, et a formulé des recommandations visant à appuyer ce processus⁵⁶.

57. À l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a présenté une étude dans laquelle il récapitulait le processus d'adoption de cet instrument, expliquait en quoi celui-ci avait contribué à faire progresser le droit international, mettait en évidence les principaux obstacles rencontrés dans l'application de la Déclaration, exposait les bonnes pratiques et les enseignements tirés et formulait une série de recommandations à l'intention des États, de l'Organisation des Nations Unies, des mécanismes régionaux des droits de l'homme, des institutions nationales des droits de l'homme, des organisations de la société civile et des institutions universitaires⁵⁷.

58. Les nouveaux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ci-après ont décidé qu'ils s'emploieraient, dans leur premier rapport, à expliquer la conception qu'ils se faisaient de leur mandat et les priorités qu'ils s'étaient fixées : le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques⁵⁸, la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels⁵⁹, l'Experte indépendante chargée d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels⁶⁰, la Rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁶¹ et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan⁶².

⁵² [A/77/171](#).

⁵³ [A/77/173](#).

⁵⁴ [A/77/270](#).

⁵⁵ [A/77/182](#).

⁵⁶ [A/HRC/49/50](#).

⁵⁷ [A/HRC/51/31/Add.3](#).

⁵⁸ [A/HRC/50/39](#).

⁵⁹ [A/HRC/49/54](#).

⁶⁰ [A/HRC/49/47](#).

⁶¹ [A/77/502](#).

⁶² [A/HRC/51/6](#).

B. Rapports de pays

59. Au cours des trois sessions du Conseil des droits de l'homme considérées, les titulaires de mandats thématiques ont présenté 25 rapports de pays (voir annexe).

60. Quatre rapports concernaient des États africains⁶³ : Maurice (rapport du Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux), le Niger (rapport du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association), la Tunisie (rapport de l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre) et le Zimbabwe (rapport de la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme).

61. Neuf rapports concernaient des États de la région Asie-Pacifique : Chypre (rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires), l'Iran (République islamique d') (rapport de la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme), le Liban (rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté), les Maldives (rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire), la Mongolie (rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences), le Népal (rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté), Sri Lanka (rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences), le Tadjikistan (rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants) et l'Ouzbékistan (rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste).

62. Quatre rapports concernaient des États d'Europe orientale : la Bosnie-Herzégovine (rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition), la Croatie (rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition), la Hongrie (rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression) et le Monténégro (rapport de la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant).

63. Deux rapports concernaient des États d'Amérique latine et des Caraïbes : la Bolivie (État plurinational de) (rapport du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats) et Saint-Vincent-et-les Grenadines (rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable).

64. Six rapports concernaient des États d'Europe occidentale et autres États : la Finlande (rapport de l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme), l'Italie (rapports du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises et du Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux), le Portugal (rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine), la Suisse (rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine) et les États-Unis d'Amérique (rapport du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités).

65. En outre, les titulaires de mandat ci-après ont présenté des rapports sur les pays dont ils sont chargés de suivre la situation : le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, l'Expert indépendant

⁶³ On trouvera des informations détaillées sur les cinq groupes régionaux d'États Membres représentés à l'Organisation des Nations Unies à l'adresse suivante : www.un.org/dgacm/fr/content/regional-groups.

sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, l'Experte indépendante chargée d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

1. Objectifs de développement durable

66. Les objectifs de développement durable ont été mentionnés par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences dans son rapport sur Sri Lanka⁶⁴.

2. Migrations

67. La question des migrations a été examinée par le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme dans ses rapports sur le Liban⁶⁵ et le Népal⁶⁶, par le Groupe de travail sur la détention arbitraire dans son rapport sur les Maldives⁶⁷, par la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant dans son rapport sur le Monténégro⁶⁸, par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, dans son rapport sur Sri Lanka⁶⁹ et par la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, dans son rapport sur le Tadjikistan⁷⁰.

3. Changements climatiques

68. La question des changements climatiques a été examinée par le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises dans son rapport sur l'Italie⁷¹, par le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux dans son rapport sur Maurice⁷² et par le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable dans son rapport sur Saint-Vincent-et-les Grenadines⁷³.

4. Droits humains des femmes et égalité des sexes

69. La question de l'égalité des sexes a été examinée par le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises dans son rapport sur l'Italie⁷⁴, par la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences dans son rapport sur la Mongolie⁷⁵, par la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant, dans son rapport sur le Monténégro⁷⁶, par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris ses causes et ses conséquences, dans son

⁶⁴ [A/HRC/51/26/Add.1](#).

⁶⁵ [A/HRC/50/38/Add.1](#).

⁶⁶ [A/HRC/50/38/Add.2](#).

⁶⁷ [A/HRC/51/29/Add.1](#).

⁶⁸ [A/HRC/49/51/Add.1](#).

⁶⁹ [A/HRC/51/26/Add.1](#).

⁷⁰ [A/HRC/50/33/Add.1](#).

⁷¹ [A/HRC/50/40/Add.2](#).

⁷² [A/HRC/51/35/Add.1](#).

⁷³ [A/HRC/49/53/Add.1](#).

⁷⁴ [A/HRC/50/40/Add.2](#).

⁷⁵ [A/HRC/50/26/Add.1](#).

⁷⁶ [A/HRC/49/51/Add.1](#).

rapport sur Sri Lanka⁷⁷, par le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme dans son rapport sur le Népal⁷⁸, par la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, dans son rapport sur le Tadjikistan⁷⁹ et par l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans son rapport sur la Tunisie⁸⁰.

5. Prévention des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, sécurité, situations de conflit et consolidation de la paix

70. La question de la prévention des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits a été examinée par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, dans son rapport sur Sri Lanka⁸¹, par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine dans ses rapports sur la Suisse⁸² et sur le Portugal⁸³ et par la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste dans son rapport sur l'Ouzbékistan⁸⁴.

6. Nouvelles technologies

71. La question des droits de l'homme et des nouvelles technologies a été examinée par la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression dans son rapport sur la Hongrie⁸⁵.

7. Rapports de suivi

72. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a présenté un rapport de suivi sur les visites qu'il a effectuées en Arménie, à Sri Lanka, en Tunisie et au Zimbabwe⁸⁶.

C. Rapports sur les communications

73. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont présenté trois rapports sur les communications, un à chacune des sessions du Conseil des droits de l'homme dont il est question dans le présent rapport. Soumis respectivement aux quarante-neuvième, cinquantième et cinquante et unième sessions, ces rapports regroupaient les communications envoyées par tous les titulaires de mandat entre le 1^{er} juin et le 30 novembre 2021⁸⁷, le 1^{er} décembre 2021 et le 28 février 2022⁸⁸, et le 1^{er} mars et le 31 mai 2022⁸⁹. Les communications envoyées aux sociétés et entreprises transnationales et aux organisations internationales et autres organisations figurent également dans ces rapports, qui contiennent désormais des données statistiques de meilleure qualité. On trouvera toutes les communications, ainsi que les réponses, sur le site Web consacré aux communications des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales⁹⁰.

⁷⁷ A/HRC/51/26/Add.1.

⁷⁸ A/HRC/50/38/Add.2.

⁷⁹ A/HRC/50/33/Add.1.

⁸⁰ A/HRC/50/27/Add.1.

⁸¹ A/HRC/51/26/Add.1.

⁸² A/HRC/51/54/Add.1.

⁸³ A/HRC/51/54/Add.2.

⁸⁴ A/HRC/49/45/Add.1.

⁸⁵ A/HRC/50/29/Add.1.

⁸⁶ A/HRC/50/23/Add.3.

⁸⁷ A/HRC/49/3.

⁸⁸ A/HRC/50/3.

⁸⁹ A/HRC/51/3.

⁹⁰ Voir <https://spcommreports.ohchr.org>.

74. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a présenté un rapport dans lequel il a fait part de ses observations sur les communications envoyées et les réponses reçues⁹¹.

D. Autres rapports

75. La Présidente du Comité de coordination des procédures spéciales a présenté un rapport du Secrétariat sur les activités des rapporteurs spéciaux, experts indépendants et groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, comprenant des informations actualisées sur les procédures spéciales⁹², ainsi que des informations sur les résultats obtenus par les titulaires de mandat en 2021, tant à titre individuel que collectivement⁹³.

76. Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a présenté un rapport dans lequel étaient reprises les recommandations formulées à la quatorzième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, qui s'est tenue les 2 et 3 décembre 2021 et avait pour thème la prévention des conflits et la protection des droits humains des minorités⁹⁴.

77. Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises a présenté un rapport offrant un aperçu des principales observations et idées maîtresses issues de la dixième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, tenue les 30 novembre et 1^{er} décembre 2021 sur le thème « La prochaine décennie des entreprises et des droits de l'homme : accroître le rythme et l'ampleur de l'action pour mettre en œuvre les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme »⁹⁵. Il a également présenté un rapport sur le sixième Forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui s'est tenu en ligne du 4 au 6 octobre 2021⁹⁶, un rapport marquant le dixième anniversaire des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et établissant une feuille de route pour la décennie à venir des entreprises et des droits de l'homme⁹⁷ et un rapport dans lequel il analysait les incidences de la mise en œuvre des quatre piliers de la justice transitionnelle (vérité, justice, réparation et garanties de non-répétition) et des mécanismes de justice transitionnelle dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme⁹⁸.

III. Vue d'ensemble des sessions du Conseil des droits de l'homme

A. Quarante-neuvième session

78. À la quarante-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, 19 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, à savoir 14 titulaires d'un mandat thématique et 5 titulaires d'un mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- L'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme ;
- La Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels ;
- Le Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées ;

⁹¹ [A/HRC/50/23/Add.1](#).

⁹² [A/HRC/49/82](#).

⁹³ [A/HRC/49/82/Add.1](#).

⁹⁴ [A/HRC/49/81](#), voir également le paragraphe 34 ci-dessus.

⁹⁵ [A/HRC/50/41](#).

⁹⁶ [A/HRC/50/40/Add.1](#).

⁹⁷ [A/HRC/50/40/Add.3](#).

⁹⁸ [A/HRC/50/40/Add.4](#).

- Le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable ;
- L'Experte indépendante chargée d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels ;
- Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation ;
- Le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard ;
- La Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains ;
- Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités ;
- La Rapporteuse spéciale sur le droit à la vie privée ;
- Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction ;
- La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant ;
- La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ;
- Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ;
- L'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

79. L'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine a participé au dialogue de haut niveau sur la République centrafricaine.

80. Le Conseil des droits de l'homme a entendu des exposés du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge et du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée.

B. Cinquantième session

81. À la cinquantième session du Conseil des droits de l'homme, 20 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, à savoir 18 titulaires d'un mandat thématique et 2 titulaires d'un mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises ;
- Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques ;
- La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation ;
- La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ;

- Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association ;
- La Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible ;
- Le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats ;
- La Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays ;
- L'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale ;
- La Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille ;
- Le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants ;
- Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté ;
- La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ;
- L'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre ;
- Le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ;
- La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants ;
- La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences ;
- Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles ;
- La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée.

82. Le Conseil des droits de l'homme a entendu des exposés de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi et du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar.

C. Cinquante et unième session

83. À la cinquante et unième session du Conseil des droits de l'homme, 18 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, à savoir 13 titulaires d'un mandat thématique et 5 titulaires d'un mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine ;
- Le Groupe de travail sur la détention arbitraire ;
- Le Rapporteur spécial sur le droit au développement ;
- Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires ;
- Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones ;
- L'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable ;
- Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- L'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme ;

- Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences ;
- Le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux ;
- Le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition ;
- La Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme ;
- Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi ;
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge ;
- L'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine ;
- L'Experte indépendante chargée d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie.

84. Le Conseil des droits de l'homme a entendu un exposé du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar.

Annexe

Aperçu des rapports présentés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales en 2022

Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/54) : Enfants d'ascendance africaine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/54/Add.1) : Visit to Switzerland

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/54/Add.2) : Visite au Portugal

Assemblée générale (A/77/232) : Note du Secrétariat renvoyant l'Assemblée générale au rapport publié sous la cote A/HRC/51/54

Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/56) : Pratiques préjudiciables et crimes de haine visant les personnes atteintes d'albinisme

Assemblée générale (A/77/199) : Les personnes atteintes d'albinisme en situation de déplacement

Groupe de travail sur la détention arbitraire

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/29) : Détention arbitraire

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/29/Add.1) : Visite aux Maldives

Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/40) : La pandémie de coronavirus : enseignements et perspectives

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/40/Add.1) : Sixth Regional Forum for Latin America and the Caribbean on Business and Human Rights

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/40/Add.2) : Visite en Italie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/40/Add.3) : Tenth anniversary of the Guiding Principles on Business and Human Rights: a roadmap for the next decade of business and human rights – raising the ambition, increasing the pace

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/40/Add.4) : Implementing the third pillar: lessons from transitional justice guidance by the Working Group

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/41) : Dixième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

Assemblée générale (A/77/201) : Influence des entreprises dans la sphère politique et réglementaire : faire en sorte que les pratiques commerciales soient conformes aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/39) : Planification initiale et vision pour le mandat

Assemblée générale (A/77/226) : Promotion et protection des droits humains dans le contexte de l'atténuation des changements climatiques, des pertes et préjudices et de la participation

Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/54) : Droits culturels : vers l'autonomisation

Assemblée générale (A/77/290) : Développement et droits culturels : les principes

Rapporteur spécial sur le droit au développement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/30) : Plans et politiques de riposte et de relance liés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sous l'angle du droit au développement au niveau national

Assemblée générale (A/77/174) : Plans et politiques de riposte et de relèvement concernant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) examinés sous l'angle du droit au développement au niveau international

Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/52) : L'intelligence artificielle et les droits des personnes handicapées

Assemblée générale (A/77/203) : Protection des droits des personnes handicapées dans le contexte des opérations militaires

Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/31) : Disparitions forcées ou involontaires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/31/Add.1) : Visite à Chypre

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/31/Add.3) : Thirtieth anniversary of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance

Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/32) : Le numérique dans l'enseignement : incidences sur le droit à l'éducation

Assemblée générale (A/77/324) : Éducation et protection de la petite enfance

Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/53) : Droit à un environnement propre, sain et durable : environnement non toxique

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/53/Add.1) : Visite à Saint-Vincent-et-les Grenadines

Assemblée générale (A/77/284) : Le droit humain de bénéficier d'un environnement propre, sain et durable : un catalyseur pour intensifier les mesures visant à atteindre les objectifs de développement durable

Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/34) : Enquêtes médico-légales sur les décès

Assemblée générale (A/77/270) : Quarantième anniversaire de la création du mandat

Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/43) : Semences, droit à la vie et droits des agriculteurs

Assemblée générale (A/77/177) : Le droit à l'alimentation et la pandémie de maladie à coronavirus

Experte indépendante chargée d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/47) : Dresser un état des lieux et définir les domaines prioritaires pour orienter les futures activités de la titulaire du mandat

Assemblée générale (A/77/169) : Vers l'instauration d'une architecture fiscale mondiale tenant compte des droits humains

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/29) : Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/29/Add.1) : Visite en Hongrie

Assemblée générale (A/77/288) : Désinformation et liberté d'opinion et d'expression pendant les conflits armés

Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/23) : Accès aux ressources

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/23/Add.1) : Observations on communications transmitted to Governments and replies received

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/23/Add.2) : Visite au Niger

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/23/Add.3) : Suivi des visites effectuées en Arménie, à Sri Lanka, en Tunisie et au Zimbabwe

Assemblée générale (A/77/171) : Rôle essentiel des mouvements sociaux s'agissant de reconstruire en mieux

Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/35) : Mercure, extraction d'or à petite échelle et droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/35/Add.1) : Visite à Maurice

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/35/Add.2) : Visite en Italie

Assemblée générale (A/77/183) : L'incidence des produits toxiques sur les droits humains des peuples autochtones

Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/28) : La violence et ses effets sur le droit à la santé

Assemblée générale (A/77/197) : Racisme et droit à la santé

Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/48) : Spatial segregation and the right to adequate housing

Assemblée générale (A/77/190) : Le droit à un logement convenable pendant un conflit violent

Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/49) : Au cœur du combat des défenseurs et défenseuses des droits humains contre la corruption

Assemblée générale (A/77/178) : Refuser de renoncer : les défenseurs et défenseuses des droits humains travaillant sur les droits des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile

Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/36) : Protection des avocats contre les ingérences indues dans l'exercice libre et indépendant de leur profession

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/36/Add.1) : Visite dans l'État plurinational de Bolivie

Assemblée générale (A/77/160) : Indépendance de la magistrature, sous l'angle des défis et perspectives qui y sont associés à la lumière du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de sa concrétisation dans le cadre de l'objectif de développement durable n° 16, Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives

Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/28) : Les femmes autochtones et le développement, l'application, la préservation et la transmission des savoirs scientifiques et techniques

Assemblée générale (A/77/238) : Zones protégées et droits des peuples autochtones : obligations des États et des organisations internationales

Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/24) : Le droit des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays de participer aux processus électoraux, en particulier le droit de voter et de se présenter aux élections

Assemblée générale (A/77/182) : Déplacements causés par le développement

Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/32) : Repenser la paix et la sécurité mondiales face à un ordre international démocratique et équitable en péril

Assemblée générale (A/77/180) : Note du Secrétariat renvoyant l'Assemblée générale au rapport publié sous la cote A/HRC/51/32

Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/37) : Solidarité internationale et application extraterritoriale des droits de l'homme : perspectives et difficultés

Assemblée générale (A/77/173) : Solidarité vaccinale mondiale et droits humains durant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/35) : Droit des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille au meilleur état de santé physique et mentale possible

Assemblée générale (A/77/139) : Plurihandicap et auto-identification évolutive : droits des personnes handicapées touchées par la lèpre et des membres de leur famille et remise en question des cadres juridiques nationaux

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/25) : Accès à la justice, établissement des responsabilités et voies de recours pour les victimes de mercenaires, d'acteurs liés au mercenariat et de sociétés militaires et de sécurité privées

Assemblée générale (A/77/268) : Violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commises par les entreprises de services de sécurité et de défense, les mercenaires et les acteurs apparentés dans le contexte maritime

Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/31) : Violations des droits de l'homme aux frontières internationales : tendances, prévention et responsabilité

Assemblée générale (A/77/189) : L'impact des changements climatiques et la protection des droits humains des migrants

Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/46) : Prévention des conflits par la protection des droits humains des minorités

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/46/Add.1) : Visite aux États-Unis d'Amérique

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/81) : Recommandations formulées par le Forum sur les questions relatives aux minorités à sa quatorzième session, consacrée au thème « Prévention des conflits et protection des droits humains des minorités »

Assemblée générale (A/77/246) : Protection des droits des minorités dans les institutions, structures et initiatives du système des Nations Unies

Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/27) : Personnes âgées privées de liberté

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/27/Add.1) : Visite en Finlande

Assemblée générale (A/77/239) : Droit des personnes âgées à un logement convenable

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/38) : Le non-recours aux droits dans le cadre de la protection sociale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/38/Add.1) : Visite au Liban

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/38/Add.2) : Visite au Népal

Assemblée générale (A/77/157) : Interdire la discrimination fondée sur la précarité socioéconomique : un outil essentiel dans la lutte contre la pauvreté

Rapporteuse spéciale sur le droit à la vie privée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/55) : La vie privée et la protection des données personnelles dans les pays ibéro-américains : un pas vers la mondialisation ?

Assemblée générale (A/77/196) : Protection de la vie privée et des données à caractère personnel

Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/60) : Programme de développement durable à l'horizon 2030, objectifs de développement durable et lutte contre la discrimination raciale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/61) : Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Assemblée générale (A/77/549) : Crise écologique, justice climatique et justice raciale

Assemblée générale (A/77/512) : Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/44) : Droits des personnes appartenant à une minorité religieuse ou à une minorité de conviction dans les situations de conflit ou d'insécurité

Assemblée générale (A/77/514) : Les peuples autochtones et le droit à la liberté de religion ou de conviction

Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/51) : Une approche pratique pour lutter contre la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/51/Add.1) : Visite au Monténégro

Assemblée générale (A/77/140) : Vulnérabilités des enfants face à la vente et à l'exploitation sexuelle dans le cadre des objectifs de développement durable

Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/27) : Réalisation du droit des personnes, communautés et populations touchées par la discrimination et la violence fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, en relation avec les objectifs de développement durable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/27/Add.1) : Visite en Tunisie

Assemblée générale (A/77/235) : Dynamiques liées au genre, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans le contexte des conflits armés ainsi que de la consolidation et du maintien de la paix

Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/26) : Formes contemporaines d'esclavage touchant les personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses et linguistiques

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/26/Add.1) : Visite à Sri Lanka

Assemblée générale (A/77/163) : Formes contemporaines d'esclavage dans le contexte de l'économie informelle

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/45) : Rapport de suivi de l'étude conjointe sur les pratiques mondiales concernant le recours à la détention secrète dans le cadre de la lutte contre le terrorisme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/45/Add.1) : Visite en Ouzbékistan

Assemblée générale (A/77/345) : Impact de la lutte antiterroriste sur le rétablissement, la consolidation et la pérennisation de la paix ainsi que sur la prévention et le règlement des conflits

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/50) : Manière dont les États tiennent compte des rapports thématiques et s'en inspirent

Assemblée générale (A/77/502) : Vision et approche du mandat et priorités thématiques

Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/33) : Traite des personnes dans le secteur agricole : la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et de développement durable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/33/Add.1) : Visite au Tadjikistan

Assemblée générale (A/77/170) : Lutte contre la traite des êtres humains au regard des inégalités entre les femmes et les hommes dans le contexte des changements climatiques, des déplacements de population et de la réduction des risques de catastrophe

Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/34) : Rôle et responsabilités des acteurs non étatiques dans les processus de justice transitionnelle

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/34/Add.1) : Visite en Croatie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/34/Add.2) : Visite en Bosnie-Herzégovine

Assemblée générale (A/77/162) : Objectifs de développement durable et justice transitionnelle : aucune victime ne doit être laissée pour compte

Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/33) : Sanctions secondaires, peines civiles ou pénales en cas de contournement des régimes de sanctions et application excessive des sanctions

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/33/Add.1) : Visite en République islamique d'Iran

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/33/Add.2) : Visite au Zimbabwe

Assemblée générale (A/77/296) : Sanctions unilatérales dans le cyberspace : tendances et problèmes

Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/26) : Violence à l'égard des femmes et des filles autochtones

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/26/Add.1) : Visite en Mongolie

Assemblée générale (A/77/136) : La violence contre les femmes et les filles dans le contexte de la crise climatique, y compris la dégradation de l'environnement et l'atténuation des risques de catastrophes qui en découlent et les mesures à prendre pour y remédier

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/24) : Droits humains des peuples autochtones à l'eau potable et à l'assainissement : situation et enseignements à tirer des cultures ancestrales

Assemblée générale (A/77/167) : Droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement des habitants des zones rurales démunies

Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/25) : Militantisme des filles et des jeunes femmes

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/6) : Situation des droits de l'homme en Afghanistan

Assemblée générale (A/77/552) : Note du Secrétaire général renvoyant l'Assemblée générale au rapport publié sous la cote A/HRC/51/6

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/58) : Situation des droits de l'homme au Bélarus

Assemblée générale (A/77/195) : Situation des droits humains au Bélarus

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/51/44) : Situation des droits de l'homme au Burundi

Assemblée générale (A/77/227) : Note du Secrétariat renvoyant l'Assemblée générale au rapport publié sous la cote A/HRC/51/44

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/74) : Situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea

Assemblée générale (A/77/522) : Situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/50/20) : Situation des droits de l'homme en Érythrée

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/75) : Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Assemblée générale (A/77/181) : Situation des droits humains en République islamique d'Iran

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/49/94) : Situation des droits de l'homme au Mali

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar

Conseil des droits de l'homme ([A/HRC/49/72](#)) : Situation des droits de l'homme au Myanmar depuis le 1^{er} février 2021

Assemblée générale ([A/77/494](#)) : Situation des droits de l'homme au Myanmar

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Conseil des droits de l'homme ([A/HRC/49/87](#)) : Situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Assemblée générale ([A/77/356](#)) : Situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Experte indépendante chargée d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie

Conseil des droits de l'homme ([A/HRC/51/65](#)) : Situation des droits de l'homme en Somalie

Assemblée générale ([A/77/168](#)) : Note du Secrétariat renvoyant l'Assemblée générale au rapport publié sous la cote [A/HRC/51/65](#)
